



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 143

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Même si plus d'articles que d'habitude évoquent le travail de PBI en Colombie, le présent numéro cherche, comme toujours, à faire connaître la situation des droits humains dans la plupart des pays où notre organisation développe des projets mais aussi à faire partager la réalité du travail des observateurs internationaux sur le terrain, de même que le témoignage des défenseurs des droits humains qu'ils accompagnent. Ainsi contient-il, d'une part, un texte assez long sur les lenteurs de la politique de substitution dont se plaignent les communautés paysannes de la région de Catumbo en Colombie, d'autre part, deux articles, l'un en français et l'autre en néerlandais, sur des visites en Europe d'avocats nicaraguayen et guatémaltèque que PBI accompagne, mais encore des récits plus personnels de volontaires sur leur expérience avec notre organisation.

Assez régulièrement nous donnons la parole aux brigadistes, le plus souvent à la fin de leur expérience pour faire le point, ou, durant leur service, pour parler des défenseurs de droits humains qu'ils côtoient ou pour faire un état des lieux de la région où ils séjournent. Comme le hasard nous a fait parvenir au moins deux textes plus subjectifs relatant les expériences de volontaires avant et au début de leur entrée en fonction, nous ne résistons pas à vous les partager. Les deux témoignages, l'un traduit de l'espagnol en français et l'autre exprimé directement en néerlandais sous la forme d'un entretien, concernent le même projet Colombie mais ils pourraient avoir été écrits par des volontaires d'autres projets. Peu importe en effet le pays de destination, ce qui compte ici n'est autre que le vécu ou le ressenti des brigadistes au moment de s'engager.

Dans leurs témoignages respectifs, les deux volontaires expriment, chacune à leur manière, leur passion pour leur nouvel engagement, sans en cacher les difficultés, que ce soit dans l'apprentissage de la langue par exemple pour l'une ou dans les changements de vie pour l'autre. Si les inconnues de la cohabitation et de la collaboration au sein de l'équipe les inquiètent quelque peu, l'objectif de se mettre au service des défenseurs de droits humains les motive davantage, de même que les principes de PBI tels que la recherche du consensus ou la pratique de l'impartialité.

Si vous aussi vous voulez relever le défi d'une expérience professionnelle hors du commun ou avoir des informations en vue d'un engagement futur au sein d'une équipe de projet en Amérique latine, que ce soit au Guatemala, au Mexique, au Honduras ou en Colombie, prenez contact avec l'un de ces projets ou, mieux encore, avec l'antenne belge de PBI, par exemple via notre adresse électronique : info@pbi-belgium.org

Au sommaire

Colombie

Mes premiers jours en tant que brigadiste de terrain dans l'équipe d'Urabá
Page 2

"Défendre les Accords de paix depuis l'intérieur de Catatumbo est devenu un risque très élevé" (Julia Figueroa)
Page 4

Nicaragua

Entretien avec Ruth Blas : «J'ai décidé de fuir mon pays pour sauver ma vie»
Page 6

Colombia

5 vragen aan aanstaand veldvrijwilliger
Colombia Marlinde Weener
Pagina 7

Guatemala

Korte speakertour van de advocaat
Edgar Pérez Archila in Nederland
Pagina 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Colombie

Mes premiers jours en tant que brigadiste de terrain dans l'équipe d'Urabá

Presque sept mois après son entrée en fonction au sein de l'équipe d'Urabá, la volontaire espagnole Itsaso Palacio Rodriguez, âgée de 31 ans, se remémore ses premiers jours à son arrivée dans la région après son passage par la capitale Bogotá. Dans un long article, paru en décembre dernier sur le site du projet, la jeune femme décrit les aléas de son acclimatation à la vie locale ainsi que son intégration progressive dans l'équipe en même temps qu'une autre collègue.

Jour 1

L'avion de Bogotá arrive à Carepa, l'aéroport le plus proche de l'endroit où je vais passer les 18 prochains mois. Je descends de l'avion avec ma collègue et dès que je foule la première marche, je sens les gouttes de sueur couler sur mon front. Il fait très chaud, une chaleur humide qu'il est difficile d'"accepter" après avoir quitté la fraîcheur de Bogota. Un collègue de l'équipe nous attend à la porte, nous donne une accolade de bienvenue, nous présente à un des chauffeurs de taxi et nous partons pour Apartadó. Nous arrivons à la maison, qui se trouve à proximité d'un parc, ce qui nous apporte un peu de fraîcheur et de tranquillité. Le reste de nos collègues accueille les deux nouvelles venues de manière très affectueuse et avec une surprise : des pizzas faites maison pour le dîner et pour faire connaissance.

Jour 2

Ma partenaire et moi avons un jour de congé. À la maison, il y a deux vélos, dont l'un est un peu particulier. Je n'étais jamais monté sur un de ces vieux vélos où il faut pédaler à l'envers pour freiner et qui sont couverts de saleté. Ensemble, nous partons à la découverte de la ville, nous faisons des arrêts pour nous reposer et, lors de l'un d'eux, nous buvons un délicieux jus de fruits sur une terrasse dans un parc fleuri. Sous un soleil épouvantable et trempés de sueur, nous visitons le stade, le centre pour femmes et jeunes, la bibliothèque municipale, la gare de bus et les rues pleines de magasins et de gens qui invitent les passants à entrer pour ne pas manquer la "dernière offre du jour". Nous rentrons au bout d'un moment, totalement épuisées, et faisons la connaissance de la camarade qui nous aide à faire le ménage et à manger. Le soir, de retour à la maison, toute l'équipe et quelques amis se réunissent et nous profitons ensemble d'un bon "parche" (plan en Colombie) en dansant, discutant et écoutant de la musique.

Jour 3

Premier jour de formation. Nous faisons d'abord connaissance avec la maison et les accords de coexistence, puis avec le contexte. Je suis nerveuse et, en même

temps, très impatiente d'apprendre l'histoire d'Urabá. Les collègues ont très bien préparé la séance et je trouve cela très intéressant. Un endroit bien singulier : l'axe de la banane, les intérêts politiques et commerciaux, l'histoire de la Communauté de Paix de San José de Apartadó - victime de nombreux massacres et autres crimes graves - le développement du paramilitarisme dans la région, la dynamique des différents groupes de guérilla... Plus tard,



La volontaire Itsaso Palacio Rodriguez (à gauche) et sa collègue

ils m'offrent un livre sur l'histoire de la Colombie et, sans y réfléchir à deux fois, je commence à le lire. Je ne sais pas combien de semaines j'ai passé à l'emporter d'un endroit à l'autre, profitant des curiosités d'un territoire aussi diversifié que la Colombie. Concrètement, avec cette équipe de terrain, nous accompagnons, d'une part, la Commission interecclésiale Justice et Paix (CIJP) dans la région d'Urabá (Chocó) ; d'autre part, nous accompagnons la Communauté de Paix de San José de Apartadó dans la région d'Urabá (Antioquia) qui, depuis 1997, s'est déclarée neutre au conflit et résiste sur le territoire depuis 25 ans par la non-violence en faisant face à de nombreuses attaques. Dans la région, nous accompagnons également Dh Colombia, une organisation d'avocats basée à

Bogota, qui, dans la région, accompagne légalement la Communauté dans la récupération et la conservation de son territoire.

Jour 4

Je me sens un peu saturée par tant d'informations. Je savais déjà qu'être brigadiste de terrain n'allait pas être facile, mais tous les noms, les acronymes, les dossiers, les formats, je me demande si je pourrai un jour tout apprendre et je partage mon inquiétude avec ma collègue, qui vient également d'atterrir. Elle vit la même chose que moi, ce qui me rassure. Nous avons la formation sur les "performances sur le terrain" et, à la fin, ma partenaire et moi passons un long moment à "jouer au rouleau" pour voir comment réagir à différentes situations. J'ai beaucoup de doutes dans ma tête...

Jour 5

Première réunion hebdomadaire. Je fais enfin l'expérience de la formation que nous avons eue à Bogotá sur



A m é r i q u e s

l'horizontalité et le consensus. Je suis un peu nerveuse et perdue au début, mais je comprends rapidement la dynamique du groupe, l'objectif de la réunion et je commence à me sentir à l'aise et à participer. Après la réunion, nous poursuivons la formation. Trop de concepts et d'acronymes dans ma tête, pour être honnête... Vais-je devoir faire tout cela ? Les collègues nous disent de ne pas nous inquiéter, qu'il y a beaucoup de choses mais que, petit à petit, nous saurons comment chacune fonctionne.

Jour 6

Une des valeurs de PBI est l'impartialité : nous agissons de manière indépendante et non partisane. En tant que brigadiste, c'est clair pour moi : impartialité ne signifie pas neutralité ou passivité face à l'injustice ou à la violation des droits humains individuels et collectifs. Je l'ai déjà constaté dans la Communauté de Paix elle-même, qui, tout en s'identifiant comme neutre, se positionne politiquement, en affrontant la violence et en résistant sur le territoire pour construire un autre monde possible, où le respect des droits humains est normal et quotidien. Je pense à l'impartialité aujourd'hui car ce sont les élections présidentielles en Colombie. Les haut-parleurs de la campagne électorale ont cessé de retentir. En ce jour, je partage déjà les responsabilités avec d'autres collègues et je m'occupe du téléphone. Le soir, nous allumons la télévision et voyons les résultats : Francia Márquez et Gustavo Petro ont gagné et, apparemment, d'après ce que disent les communautés, il y a une chance de changement en Colombie... Une caravane de motos passe devant la maison, célébrant joyeusement les résultats des élections.

Jour 7

J'ai une journée libre et décide d'aller à Turbo, ville située dans la sous-région d'Urabá dans le département d'Antioquia, tout près d'Apartadó, entre Necoclí et Currulao. Ce n'est pas mal de se déconnecter de tant d'informations et de sortir pour connaître le territoire proche. Je me sens nerveuse en sortant de la maison : "Quel bus dois-je prendre ? Où va-t-il me déposer ? Je demande et on m'explique combien coûte le trajet et où je dois descendre. On me dit qu'il vaut mieux prendre un taxi-moto parce que la plage est un peu loin de la gare routière... Le soleil n'est pas encore très fort (on dit qu'à Turbo le soleil tape très durement) et je marche. Je marche tout le long de la promenade et je m'assois dans un coin tranquille pour lire et écrire mes premières expériences des premiers jours. Plusieurs personnes viennent très gentiment me saluer, mais je continue ma lecture. Après un moment, je vais à la plage et me baigne plusieurs fois, le soleil de Turbo tape

vraiment fort. Je rassemble mes affaires et prends le bus pour rentrer. J'arrive à Apartadó épuisée. Je prends une douche froide et rafraîchissante, une de celles dont on est reconnaissant lorsque le corps est plus chaud que d'habitude. J'enfile des vêtements confortables et me repose avec le bon goût de l'expérience dans la bouche.

Jour 8

Ma partenaire déménage dans une autre chambre. Jusqu'à ce jour, nous partageons une même chambre. Une pièce où il n'y a presque pas d'air. Je déplace mes affaires, je décore la pièce à ma façon, je mets la musique que j'aime sur mon téléphone portable et je profite du silence, qui est difficile à trouver dans une maison où tant de gens vivent et travaillent ensemble quotidiennement.

Aujourd'hui est aussi un jour important car c'est la première fois depuis que je suis ici que des personnes accompagnées viennent à la maison, et j'ai la chance d'être en réunion avec elles. Je les écoute enfin et j'entends de vive voix leurs besoins et leur analyse du contexte sur le territoire. Beaucoup d'endroits qu'ils citent et leurs problèmes ne me sont pas encore connus... mais je suis sûre que dans quelques semaines ou quelques mois, je pourrai moi-même poser

des questions et faire des analyses avec les organisations, comme le font mes collègues. Et cela me motive.

Jour 9

Premier accompagnement sur le terrain. Il est difficile d'expliquer le tourbillon d'émotions que je ressens. Avec mon collègue vétérinaire (il est là depuis un an et demi), je prépare le sac à dos dans lequel nous rangeons les drapeaux PBI pour rendre notre présence visible dans le lieu où nous allons être, les aimants pour rendre visible la voiture dans laquelle nous voyageons, les bouteilles d'eau, la nourriture, un cahier vierge, des stylos ("crayons", comme on dit ici), des bottes en caoutchouc, une capuche pour la pluie, un livre pour lire la nuit, et de l'envie, une grande envie. Le but de l'accompagnement est de fournir une protection et de rendre visible la présence internationale à La Holandita, l'un des terrains de la Communauté de Paix, pendant le déroulement de l'Université Paysanne. De nombreuses autres communautés viennent de différentes régions du pays pour partager leurs propres connaissances sur des questions telles que la souveraineté alimentaire, la santé, la terre et le territoire. Je suis là avec mes collègues, écoutant attentivement l'accueil et la présentation du programme et du fonctionnement des trois jours de travail qui les attendent. Cette nuit-là, je dors à peine à cause de l'excitation.

Article traduit de PBI-Colombie



Préparation des mêmes brigadistes en vue du premier accompagnement



Colombie

"Défendre les Accords de paix depuis l'intérieur de Catatumbo est devenu un risque très élevé " (Julia Figueroa)

Au début, c'est par un accompagnement ponctuel à diverses organisations que les volontaires de PBI ont commencé à fréquenter la région du Catatumbo. Depuis 2006, le Projet Colombie accompagne de manière intégrale la Corporación Colectivo de Abogados Luis Carlos Pérez (CCALCP) et, depuis 2022, l'Asociación Campesina del Catatumbo (Ascamcat). Comme le Catatumbo reste une région où le niveau de conflit est élevé et où de nombreux acteurs armés - légaux et illégaux - sont présents, ce contexte fait courir des risques aux habitants de la région et aux personnes qui défendent les droits humains.

Catatumbo, épice de la violence sociopolitique et du conflit armé depuis des décennies, couvre dix municipalités du département du Norte de Santander, une région frontalière du Venezuela. La signature de l'Accord de paix en 2016 a apporté l'espoir d'une paix et d'une vie digne possible pour les communautés. Cependant, l'absence de sa mise en œuvre complète n'a pas permis de s'attaquer aux causes structurelles du conflit armé et a laissé les communautés à la merci de la dégradation de la violence. La Corporación Colectivo de Abogados Luis Carlos Pérez (CCALCP), un collectif de femmes avocates et de défenseurs des droits humains qui a 22 ans d'expérience dans la défense des droits humains, est l'une des organisations qui accompagnent l'Asociación Campesina del Catatumbo (Ascamcat) et les communautés paysannes du Catatumbo, qu'elle représente depuis le litige stratégique pour exiger le respect des Accords de paix.



L'avocate Julia Figueroa

Selon Julia Figueroa, présidente du collectif d'avocates, les communautés paysannes du Catatumbo ont vu leurs droits violés par le non-respect des Accords de paix et, en particulier, par la crise humanitaire et économique provoquée par le non-respect du Programme national intégral de substitution des cultures illicites (PNIS), stipulé au point 4 des Accords. Concrètement, comme le stipule ce point, le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre le PNIS afin de générer des conditions matérielles de bien-être et de vie pour

les communautés qui vivent de la culture de plantes illicites. La population que représente CCALCP fait partie du premier plan pilote du PNIS qui a débuté en 2017 dans quatre villages de la municipalité de Tibú (Catatumbo) : Caño Indio, Palmeras Mirador, Chiquinquirá et Progreso 2.

Cependant, Julia Figueroa signale que les familles paysannes n'ont pas encore reçu les composantes nécessaires pour parvenir à des alternatives et à la stabilité de leurs familles. La formalisation des terres n'a pas progressé et les assemblées communautaires n'ont pas été organisées pour rendre viable l'accès aux conditions de bien-être et de vie pour les populations dont les besoins de base ne sont pas satisfaits. Les familles paysannes ont signé les accords dans l'espoir que cela leur permettrait d'accéder à des projets productifs permettant leur transition vers des économies légales, ainsi que l'accès à des conditions de vie dignes. Cependant, l'incertitude demeure quant à la réalisation des engagements manquants, alors que les communautés continuent d'être stigmatisées et ne disposent toujours pas d'alternatives de subsistance viables.

En 2018, la CCALCP a documenté les retards des composantes promises aux communautés paysannes en tant que bénéficiaires du programme de substitution, en réponse aux plaintes de l'Ascamcat concernant le non-respect des Accords de paix. "2018 était déjà décourageant et nous sommes maintenant en 2023, déplore l'avocate Figueroa. La question foncière n'a pas été résolue, la question de l'accompagnement technique non plus, les modèles d'intervention différenciés n'existent pas et la participation communautaire n'est pas à l'ordre du jour". Ce constat est également confirmé par Ascamcat, une organisation qui défend les droits humains dans la région du Catatumbo depuis plus de 15 ans. Selon l'association paysanne, "comme on peut le constater dans l'assistance technique, seulement 78% des 301 projets productifs ont été réalisés, dont seulement 18% ont été achevés. En outre, de nombreux agriculteurs affirment que même le premier élément promis n'est pas arrivé".

Dans le cas du plan pilote de Caño Indio, en 2023, les projets productifs n'ont toujours pas été livrés ou achevés. C'est pourquoi, en juillet 2020, CCALCP, en collaboration avec Ascamcat et la Coordinadora de Cultivadores de Coca, Amapola y Marihuana (Coccam) de Tibú, a intenté une action en justice au nom de plus



A m é r i q u e s

de 200 personnes et 60 familles paysannes de Tibú qui subsistaient grâce à la culture, la récolte et la transformation de la feuille de coca et qui étaient inscrites au programme PNIS.

Dans les deux premières instances judiciaires, les demandes de tutelle ont été rejetées, au motif qu'elles étaient irrecevables car la mise en œuvre du PNIS "implique une articulation interinstitutionnelle, de sorte que ce sont ces autorités qui devraient examiner les progrès de sa mise en œuvre". Cela signifie que, puisque les institutions de l'État ont un pouvoir discrétionnaire dans la mise en œuvre de la politique publique, l'examen des progrès et le respect de celle-ci sont à la merci de leur volonté politique. Toutefois, ces décisions judiciaires ont fourni une occasion partiellement favorable. En plus de déclarer la tutelle irrecevable, les juges ont statué sur le fond de l'affaire lors du débat de procédure. Et, en septembre 2020, ce qui avait été ordonné en première instance a été réitéré en seconde, exhortant l'Agence pour la Rénovation du Territoire (ART), l'entité chargée d'administrer le PNIS, à réaliser une évaluation détaillée du respect du programme, à allouer un budget pour sa réalisation, à déterminer un calendrier avec des échéances claires pour les familles inscrites et, dans le cadre de ce processus, à prendre en compte la participation des personnes directement affectées, ainsi que des organisations de défense des droits humains, comme les plaignants, CCALCP, Ascamcat et Coccam (Tibú).

La CCALCP, conjointement avec la Faculté de Droit de l'Université Francisco de Paula Santander (UFPS), l'Ascamcat et les présidents des conseils d'action communautaire des villages de Caño Indio, Palmeras Mirador, Progreso 2 et Chiquinquirá (municipalité de Tibú), ont présenté des demandes écrites à la Cour constitutionnelle pour qu'elle sélectionne la tutelle du Norte de Santander en vue de sa révision. Le 26 mars 2021, la Haute Cour a sélectionné le dossier. La tutelle que CCALCP poursuit au nom des communautés de Catatumbo s'ajoute à deux autres tutelles déposées par des organisations paysannes du Cauca et Nariño (Pacífico Colombiano) que la Haute Cour, considérant la pertinence constitutionnelle, a décidé d'étudier ensemble à partir de novembre 2021. Cette décision de la Cour constitutionnelle est un résultat particulièrement important, car elle offre la possibilité de se prononcer sur le caractère exécutoire de l'Accord de paix.

La Cour constitutionnelle a donc décidé de se joindre aux tutelles du Norte de Santander, Cauca et Nariño - soutenues par CCALCP et le Collectif d'avocats José Alvear Restrepo (Cajar) - et d'impliquer dans le processus des entités étatiques et des tiers ayant un intérêt légitime. En ce qui concerne ce dernier point, elle a donné la possibilité aux paysans en situation de pauvreté, qui vivent dans des zones touchées par la violence, de participer au processus. C'est ainsi que la

CCALCP, l'Ascamcat et la Coccam ont convoqué des leaders sociaux des municipalités de la sous-région du Catatumbo et du département du Norte de Santander, qui ont présenté leurs témoignages en juillet 2022, des situations vécues à Sardinata, Hacarí, San Calixto, El Zulia et dans la zone rurale de Cúcuta, en relation avec l'existence de cultures illicites, la volonté de substitution et les effets générés par la non-application de la politique de substitution dans leurs territoires.



Présence de PBI au Catatumbo

L'attente des communautés vis-à-vis des tutelles est que les accords de substitution soient respectés et que l'éradication forcée soit une mesure exceptionnelle, comme le prévoit l'Accord de paix. C'est précisément dans ces trois régions qu'ont eu lieu de multiples opérations d'éradication forcée et des violations des droits humains, suite aux affrontements entre ceux qui exercent des mesures militaires contre les paysans qui dépendent de cette économie, malgré la volonté de substitution, et alors que les plaintes persistent quant au non-respect du Programme ou à la non-application de la Politique de Substitution sur leurs territoires. Julia Figueroa insiste sur le fait que l'aspect le plus grave est que six ans après la signature des Accords de Paix, le conflit armé persiste, et que les risques sont toujours très élevés pour les organisations et défenseurs des droits humains. Les organisations qui, comme l'Ascamcat, défendent les Accords de paix depuis l'intérieur du Catatumbo "sont aujourd'hui plus menacées et sont victimes de multiples types d'attaques telles que des accusations et des attentats".

Cependant, la CCALCP ne perd pas espoir. "C'est un exploit d'avoir porté la voix de la victime devant les juges", souligne M. Figueroa, "c'est avant tout le résultat des communautés elles-mêmes, car ce sont elles qui ont voulu participer à toute cette action". Ce sont leurs voix, les voix des processus organisationnels qui continuent, comme l'Ascamcat, sur un chemin long et fatigant, de tendre vers la paix tant désirée.

Article traduit de PBI-Colombie



Nicaragua-Costa Rica

Entretien avec la nicaraguayenne Ruth Blas : «J'ai décidé de fuir mon pays pour sauver ma vie»

Exilée au Costa Rica, Ruth Blas fait partie des plus de 100 000 nicaraguayen(ne)s qui ont fui la forte répression dans le pays afin de trouver un environnement plus sûr dans le pays voisin. De passage en Suisse en décembre dernier dans le cadre d'un speaking tour, elle a partagé son vécu dans une interview.



Ruth Blas, en visite en Suisse

Depuis 2018, le Nicaragua traverse une profonde crise politique. Suite aux manifestations qui avaient éclaté un peu partout dans le pays, dénonçant les pratiques autoritaires et antidémocratiques du gouvernement nicaraguayen de Daniel Ortega, ce dernier continue de répondre par la violence. Aujourd'hui, c'est un État policier qui fait régner l'ordre dans le pays, en édictant des lois interdisant les protestations sociales et en réduisant au silence les voix d'opposition. Des centaines d'ONG nicaraguayennes et internationales se sont vues forcées de quitter le pays, pour éviter des emprisonnements ou la perte de leur personnalité juridique. Forte de son expertise, PBI soutient depuis 2019 les personnes défenseuses des droits humains nicaraguayennes exilées au Costa Rica.

Pour quelles raisons avez-vous décidé de prendre la route de l'exil?

Mes fils ont commencé à prendre régulièrement part à des manifestations étudiantes et j'ai également suivi dès 2018. Pour cette raison, le gouvernement nous a rapidement perçus comme des opposants politiques et

nous avons commencé à recevoir des menaces. Un de mes fils risquait la prison et moi la mort. Un jour, on a vandalisé notre maison ; c'est là que j'ai décidé de fuir mon pays, pour sauver ma vie. Depuis mon pays d'accueil, le Costa Rica, je tente également de rester discrète, car mon action depuis l'extérieur pourrait porter préjudice à ma famille. Il n'est en effet pas rare que le gouvernement nicaraguayen utilise les proches restés dans le pays pour faire pression.

Pouvez-vous nous en dire plus sur l'organisation Red de Mujeres Pinoleras dont vous faites partie?

La Red de Mujeres Pinoleras est un réseau, créé en 2020, qui regroupe des femmes nicaraguayennes réfugiées et en demande d'asile au Costa Rica. Nous luttons pour le droit de ces femmes et sommes un espace de résistance depuis l'exil. Nous haussons la voix pour celles qui ne peuvent pas le faire depuis l'intérieur. C'est aussi un réseau qui permet l'entraide, notamment pour subvenir à nos besoins primaires. Car il faut se rendre compte qu'en quittant notre pays, nous quittons tout et devons repartir de zéro. Aujourd'hui, lorsqu'une femme exilée arrive au Costa Rica, elle entend rapidement parler de notre organisation et nous pouvons lui venir en aide.

PBI soutient l'organisation Red de Mujeres Pinoleras depuis ses débuts. Quel est l'appui concret que PBI vous apporte dans votre quotidien?

PBI nous soutient en proposant des ateliers sur le bien-être psychosocial et la sécurité numérique. Les femmes qui arrivent viennent généralement d'un environnement très violent au Nicaragua et sont vulnérables. Les ateliers psychosociaux proposés les aident à guérir de leurs blessures. De même, les formations sur la sécurité digitale sont aussi centrales pour nous, puisque bien souvent, par manque d'informations, nous nous mettons involontairement dans des situations dangereuses, comme sur les réseaux sociaux où nous avons tendance à trop nous exposer. Depuis ces formations, je n'utilise par exemple plus que des applications sécurisées pour envoyer des messages.

Article de PBI-Suisse

Speaking tour de Ruth Blas en Suisse

La défenseuse des droits humains nicaraguayenne Ruth Blas s'est rendue en Suisse du 13 au 16 décembre 2022. Elle a souligné auprès des autorités suisses et de l'ONU combien il est important que la communauté internationale se prononce en faveur de la protection des droits humains au Nicaragua.



Colombia

5 vragen aan aanstaand veldvrijwilliger Colombia Marlinde Weener

Onlangs is Marlinde Weener geselecteerd om naar Colombia af te reizen en daar de functie Veldvrijwilliger te gaan vervullen. In januari zal ze naar Colombia vliegen, maar wij spraken haar nog net voor haar vertrek om haar een paar vragen te stellen!

Gefeliciteerd! Je bent geselecteerd om naar Colombia te gaan als veldvrijwilliger, hoe voel je je nu, voordat je naar Colombia af zal reizen?

Misschien is het moeilijk om je helemaal voor te bereiden op dit avontuur, maar ik voel me er wel klaar voor. Alles wat georganiseerd moest worden, is georganiseerd. Mijn visum is geregeld, mijn vliegticket is binnen en ik heb zelfs mijn stoel al uitgekozen. Mijn laatste twee weken wil ik wijden aan het zoveel mogelijk lezen over de Colombiaanse situatie. Over het algemeen voel ik me vrij rustig, maar af en toe word ik wel even in beslag genomen door zenuwen voor het onbekende. Terwijl veel leeftijdsgenoten in mijn omgeving zich aan het settelen zijn is mijn vastigheid op het moment ver te zoeken. Afgelopen jaar woonde ik in Spanje om mij volledig te storten op het verbeteren van mijn Spaans ter voorbereiding op dit werk. Over twee weken verandert mijn leven weer radicaal wanneer ik naar Colombia vlieg. Ik heb besloten dat dit hét moment is om het avontuur aan te gaan, juist omdat ik mij deze vrijheid nu kan permitteren, ik zit nu nergens aan vast. Naast de existentiële vragen vliegt er soms ook een vleug euforie door mijn lijf. Ik kan niet wachten om weer in Colombia te zijn en alle leuke mensen die ik al heb mogen ontmoeten tijdens de introductieweek weer te zien.



De veldvrijwilliger Marlinde Weener

Hoe vond je het selectieproces?

Het selectieproces is erg uitgebreid. Ik wist al een paar jaar geleden dat ik dit wilde doen en ik ben daar heel doelgericht naar toe gaan werken. Voordat ik naar Spanje verhuisde had ik een sollicitatie voor team Mexico, waarna ik hoorde dat ik mijn Spaans nog flink moest bijspijkeren. Hierna maakte ik de keuze om naar Spanje te verhuizen. De eerstvolgende sollicitatieronde voor team Colombia (waar mijn voorkeur toch naar uitging) was in mei. De sollicitatie duurde twee uur en werd gehouden in het Spaans. Alle uren Spaans hadden hun vruchten afgeworpen want ik werd uitgenodigd voor de selectieweek in Madrid in augustus! Ik vond de selectieweek heel bijzonder. Het programma zat vol geschiedenislessen over Colombia, rollenspellen, groepsoverdrachten, lessen over mensenrechten en PBI's ma-

nier van werken. Het was een intense en interessante ervaring om alle facetten van het leven te delen met een diverse groep mensen op een afgelegen boerderij: van de slaapkamer, het ontbijt, het tandenpoetsen tot onze gedachtegangen over alle onderwerpen die we bespraken. Ik heb het selectieproces ervaren als een manier om er achter te komen of mijn persoonlijkheid aansluit op het soort situaties die je zal tegenkomen in het veld. De aanpak vanuit de organisatie is heel persoonlijk en er wordt een grote mate van zelfreflectie van je gevraagd, iets wat in zichzelf al een waardevolle ervaring is.

Waarom heb je voor PBI gekozen?

Ik ben gepassioneerd over mensenrechten, maar kan mij vaak niet vinden in de werkwijze van NGO's die zich bezighouden met deze thematiek in het buitenland. Daarentegen kan ik mij volledig vinden in de kernwaarden van PBI. Onpartijdigheid is een belangrijke basis voor de orga-

nisatie, wat betekent dat wij als buitenlandse entiteit geen invloed hebben op de besluiten van de mensenrechtenverdedigers die worden begeleid door PBI. PBI werkt vooral secundair achter de schermen om lokale organisaties te beschermen tegen bedreigingen en geweld. Daarnaast vind ik het mooi dat er binnen PBI zoveel aandacht is voor het menselijke aspect waardoor het ook een persoonlijke leerweg wordt, waarbij kwetsbaarheid en het loslaten van het ego voorop staat.

Waarom heb je voor Colombia gekozen?

In 2016 ging ik voor het eerst alleen op reis en de bestemming was Zuid Amerika. Ik begon zelf in Argentinië maar kwam regelmatig mensen tegen die al door Colombia hadden gereisd. Stuk voor stuk vertelden zij hoe geweldig zij het land vonden, bijna altijd door de locals die ze er hadden ontmoet. Waar wij in Nederland op straat naarstig oogcontact vermijden met vreemden en wij affectie en intimiteit bijna exclusief binnen romantische relaties ervaren, is Colombia op een winterse dag een warm bad waar je liever nooit meer uitstapt. Althans, voor een reizende Nederlander. Want onder de warmte van de mensen gaat een gewelddadige geschiedenis en heden van het land schuil en verkeren veel mensen in moeilijke situaties. Ik



A m e r i k a

wilde graag bij een volgend bezoek aan het land mijn typische Bogotá-Cartagena-Santa Marta-Tyrone Park-Minca-Medellin avontuurtje inruilen voor eentje die mij inzicht zou geven in de realiteit van het land.

Waar zie je het meest naar uit tijdens je functie en wat vind je nog spannend?

Op de tweede plek qua dingen die ik het aller aller spannendst vind, staat het gesprek aangaan met lokale autoriteiten met betrekking tot mensenrechten. We hebben tijdens de introductieweek een rollenspel gedaan waarin goed op ons werd overgebracht hoe zo een meeting kan gaan. Je moet stevig in je schoenen staan. Op de eerste plek van spannendste dingen staat het delen van de woonruimte. Ik hecht veel waarde aan momentjes voor mezelf om even alles van de dag te verwerken en een

plekje te geven. Een eigen slaapkamer zal in Colombia echter niet altijd een garantie zijn. Die momentjes voor jezelf zal je dus op andere manieren vorm moeten geven. Misschien een tripje naar de natuur op de vrije dagen bijvoorbeeld. Ik kijk het meeste uit naar het weerzien van iedereen uit het team. De weg voorafgaand naar het aan de slag gaan als veldvrijwilliger doe je helemaal alleen, maar als je eenmaal daar bent, deel je de ervaring met je collega's. Daarnaast kijk ik ontzettend uit naar alle dingen die ik daar mag leren; het leren van de activisten waarmee we zullen werken, over de Colombiaanse situatie, kennis delen met mijn teamgenoten, nog meer kansen om mijn Spaans te verbeteren en vooral mijzelf leren kennen en ontwikkelen in uitdagende situaties.

Artikel van PBI-Nederland

Guatemala

Korte speakertour van de advocaat Edgar Pérez Archila in Nederland

In december was Edgar Fernando Pérez Archila, oprichter en directeur van het Bufete Jurídico de Derechos Humanos de Guatemala (BJDHG), in Nederland voor een korte speakertour om de situatie voor advocaten in Guatemala toe te lichten.



De advocaat Edgar Pérez Archila in Nederland

Edgar Pérez heeft een lange geschiedenis van verdediging en inzet voor de mensenrechten, door gerechtigheid te zoeken voor slachtoffers van de genocide en hun familieleden. Dankzij zijn professionalisme en toewijding heeft Guatemala belangrijke stappen kunnen zetten in de strijd tegen de straffeloosheid. Zo is Edgar Pérez een sleutelfiguur geworden in de opening van juridische ruimten om gerechtigheid te bereiken op het gebied van ernstige schendingen van de mensenrechten, tijdens het interne gewapende conflict (1960 – 1997).

Naast zijn werk met de slachtoffers heeft Edgar Pérez ook gestreefd naar gerechtigheid voor mensenrechtenactivisten die sinds de ondertekening van de vredesakkoorden zijn aangevallen vanwege hun inzet voor de verdediging van de mensenrechten.

Het werk van Edgar Pérez en zijn collega's van de BJDHG is essentieel voor de mensenrechten in Guatemala en internationaal. Hun intensieve werk heeft het mogelijk gemaakt om de fundamentele rechten van de meest kwetsbare groepen te verwezenlijken en heeft geleid tot belangrijke vorderingen bij nationale en internationale rechtbanken. Op dit moment lijkt de situatie voor advocaten in Guatemala evenwel erger te worden. Vrijwel alle onafhankelijke rechters zijn al in ballingschap en er wordt gevreesd dat advocaten hiervan het volgende slachtoffer zullen worden. Momenteel focust Edgar zich op de situatie van het rechtssysteem, op de afwezigheid van onafhankelijkheid binnen dit systeem, op het eerdergenoemde risico op ballingschap dat rechters en advocaten lopen, en op specifieke moeilijke zaken van de rechters en advocaten binnen zijn organisatie.

Speakertour

Edgar Pérez was in december 2022 1 dag in Nederland. Ondanks deze korte duur werd het een waardevolle dag. Er was een gesprek met Wouter Hogt, beleidsmedewerker Guatemala bij het ministerie van Buitenlandse Zaken, en met Noa Guldmond en Wout Albers van organisatie Lawyers for Lawyers. Edgar Pérez vroeg om zichtbaarheid te creëren en ondersteuning voor de zorgwekkende situatie voor rechters en advocaten in Guatemala.

Inmiddels is Edgar Pérez terug in Guatemala, waar hij zijn werk als mensenrechtenadvocaat voortzet.

Artikel van PBI-Nederland

